

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/6775
MS

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2012 portant ouverture d'une enquête publique ;
- VU la demande présentée le 31 mai 2012 complétée le 17 septembre 2012, le 24 avril 2013 et le 13 mai 2013 par l'installation classée **E.A.R.L. de la Ville Blanche** au lieu-dit « La Ville Blanche » à Canihuel relative à :
- la restructuration interne de deux ateliers porcins autorisés sur le site de « La Ville blanche » à Canihuel ;
 - la reprise d'un atelier porcin autorisé au lieu-dit « Poulorvan » en Canihuel ;
 - la spécialisation de l'activité en post sevrage-engraissement et l'arrêt de l'atelier naissage ;
 - la mise à jour du plan de gestion des déjections ;
 - la mise en place d'une centrifugeuse en tête de la station de traitement existante ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 décembre 2012 au 18 janvier 2013 ;

- VU la saisine des conseils municipaux de Canihuel, Corlay, Haut-Corlay, Plussulien, Saint-Gilles-Pligeaux, Saint-Nicolas-Du-Pélém et Pleumeur-Gautier le 24 septembre 2012 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 24 septembre 2012 ;
- VU la saisine le 24 septembre 2012 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 24 septembre 2012 ;
- VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 24 septembre 2012 ;
- VU les résultats de l'enquête publique, notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 17 juin 2013 ;
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 juin 2013 ;
- CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que la reprise de l'installation et la restructuration interne de l'installation ont été autorisées par le contrôle des structures ;
- CONSIDERANT que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet ;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire respecte ses obligations de résorption ;
- CONSIDERANT qu'il n'y a pas de dégradation de la charge en phosphore sur le plan d'épandage ;
- CONSIDERANT que l'analyse du plan de valorisation des effluents fertilisants présenté dans le dossier (plan de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures) montre que l'exploitant est en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation compte tenu des assolements et rotations proposés ;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire a mis en place les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables ;
- CONSIDERANT que les mesures mises en place pour limiter, supprimer ou réduire l'impact de l'installation sont suffisantes ;
- CONSIDERANT que des prescriptions techniques reprenant les éléments présentés dans le dossier sont incluses au présent arrêté ;
- CONSIDERANT qu'une erreur matérielle s'est glissée dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 août 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

L'arrêté préfectoral du 2 août 2013 est rapporté.

ARTICLE 1^{er} - ABROGATIONS

Sont abrogés, les arrêtés préfectoraux des :

- 10 novembre 1992 autorisant l'EARL Le Méhauté-Le Gac au lieu-dit « Poulorvan » à Canihuel à exploiter un élevage porcin de 756 places animaux équivalent ;
- 27 septembre 2001 et du 3 février 2003 autorisant l'E.A.R.L de la Salle au lieu-dit « La Ville Blanche » à Canihuel à exploiter un élevage porcin de 3262 places animaux équivalents ;
- 22 septembre 2006 autorisant l'E.A.R.L Le Méhauté-Lotout au lieu-dit « Le Ville Blanche » à Canihuel à exploiter un élevage porcin de 736 places animaux équivalents.

ARTICLE 2 - AUTORISATION

2.1. - L'E.A.R.L. de la Ville Blanche, domiciliée à Canihuel au lieu-dit « La ville blanche », est autorisée à exploiter à cette adresse (sections ZO n°70-76 et ZN n°29), à moins de 35 mètres d'un forage et à Canihuel au lieu-dit « Poulorvan » (section YD n°69), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

- un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3816 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit :

Site « La Ville Blanche »	Site « Poulorvan »	Places animaux équivalents (PAE)
3056 places engraissement	420 places engraissement	soit 3476 PAE
1700 places post-sevrage	0 places post-sevrage	soit 340 PAE
		Total : 3816 PAE

- une unité de traitement des lisiers comprenant :
 - une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques ») ;
 - un hangar de stockage et de compostage des résidus organiques ;
 - un réacteur biologique de nitrification / dénitrification par boues activées ;
 - une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré ») ;
 - une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 5068 m³ (24712 kg d'azote) sur les 6537 m³ (32821 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 1469 m³ (8109 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

2.2. – La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et/ou faisant l'objet de prescriptions particulières :

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité du critère	Volume autorisé
2102	1	A	Porcs (établissements d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air	Elevage post sevrer engraisseur de porcs	Nombre d'animaux équivalent	Plus de 450	Animaux équivalents	3816
3660	B	A	Elevage intensif de porcs		Nombre d'emplacements pour porcs en production de plus de 30 kg	Plus de 2 000	Emplacements	3476
2780	1	NC	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires	Compostage de résidus organiques	Quantité de matières traitées par jour	> 3 T/jour	Tonne/jour	1,4 T/jour

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

3.1. - Effectifs :

3.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 3056 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1700 porcelets sevrés de moins de 30 kg sur le site de « la Ville Blanche » et 420 porcs charcutiers de plus de 30 kg sur le site de « Poulorvan ».

3.1.2. - La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 10530 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 10975 animaux.

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

3.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.2. - Alimentation biphase avec utilisation de phytases :

2.2.1. - L'alimentation biphase avec utilisation de phytases est déjà mise en place.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, présence de phytases, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

3.3. - Sécurité :

3.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

3.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

3.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.3.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

4.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

4.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un dispositif pour comptabiliser le volume des lisiers bruts entrant dans la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans l'unité de traitement (réacteur) ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume des boues biologiques produites ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

4.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des installations classées.

4.5. - Débits et flux de pollution entrant dans le séparateur de phase :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	5068 m ³	13,9 m ³
N Global	24712 kg	67,7 kg
P2O5	13595 kg	37,2 kg

4.6. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement biologique (réacteur) :

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	4662 m ³	12,8 m ³
N Global	19770 kg	54,2 kg
P2O5	3263 kg	8,9 kg

4.7. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques compostés	Flux annuel
Volume	253 T
N Global	3855 kg
P2O5	10333 kg

Boues biologiques	Flux annuel
Volume	1064 m ³
N Global	3954 kg
P2O5	12039 kg

Effluent épuré	Flux annuel
Volume	3193 m ³
N Global	988 kg
P2O5	1224 kg

4.8. - Autosurveillance :

4.8.1- Suivi :

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. A la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans le séparateur de phase ;
- relevé du volume de lisier centrifugé entrant dans le réacteur.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- **relevé du volume d'effluent utilisé pour l'irrigation ;**

- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

4.8.2 - Bilan de l'auto-surveillance :

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette auto-surveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

4.9. - Autosurveillance : bilan matière

4.9.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de la centrifugeuse en tête l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant dans la centrifugeuse et des volumes de lisier centrifugé entrant dans le réacteur et des différents co-produits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs préfosse) ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K₂O) (prélèvement dans la fosse de stockage des lisiers centrifugés de 48 m³) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

4.9.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement avec la centrifugeuse en tête, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

4.9.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

4.10. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. Le maître d'ouvrage de l'assistance technique est l'éleveur.

4.11. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'agence de l'eau ou du service chargé de l'inspection des installations classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter ;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....) ;
- vérifier la « traçabilité de l'azote » (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des installations classées.

ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

5.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 3905 m³.

5.2 - Les lisiers centrifugés seront stockés dans une fosse d'un volume de 48 m³.

5.3. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 340 m² (+ caisson de 48 m²).

5.4. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1149 m³.

4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3300 m³.

5.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier centrifugé, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 708 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

5.7. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur la parcelle mentionnée dans l'étude d'impact (parcelle n° 11 de 13,70 ha) et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse) ;

et en épandage à la tonne sur une surface complémentaire d'au moins 20 ha.

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

5.8. - Les épandages des lisiers bruts et de co-produits (effluent épuré et lisier traité décanté (boues) ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

5.9. - Les résidus organiques compostés, 253 tonnes (3855 unités d'azote), transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des co-produits conforme à la réglementation ou réduire les effectifs animaux de l'élevage en rapport avec la capacité maximale d'exportation du plan d'épandage.

5.10. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

5.11. - Une dérogation est accordée à l'EARL de la Ville Blanche pour épandre le surnageant issu du traitement sur les cultures de printemps jusqu'au 15 août au lieu du 30 juin conformément à l'annexe 7A de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

6.1. - L'unité de traitement est en service depuis 2003. La séparation de phase en tête de station (centrifugeuse) sera mise en service simultanément à la réalisation du projet de restructuration et à l'augmentation des volumes d'effluents produits sur l'installation. Sa mise en service devra intervenir dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

6.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE

7.1. Aménagement et fonctionnement des installations :

La fabrication des produits (compost de résidus organiques) sera réalisée dans une unité de compostage comprenant :

- un caisson de bioséchage (48 m²) équipé de gaines d'aspiration ;
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ;
- un système de récupération des jus.

Le sol sera bétonné et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

7.2 - Résidus organiques entrant dans l'unité :

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement (centrifugeuse en tête), à savoir 500 tonnes de résidus organiques (4952 kg d'azote) produit annuellement. Après compostage, 253 T soit 3855 kg d'azote seront reprises par la société Terrial.

7.3. - Contrôle et suivi du compostage :

L'exploitant réalisera des relevés de température pendant la phase de compostage dans les caissons d'aération. Pour chaque lot, l'exploitant devra s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage doivent être enregistrées avec au minimum :

- les dates d'entrée en compostage (1^{er} retournement) ;
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température) ;
- les dates des retournements ultérieurs (transfert caisson et aire de maturation) ;
- la date de l'entrée en maturation.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Le support d'enregistrement est au choix de l'exploitant et les relevés peuvent être effectués par un automate.

7.4. - Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de résidus organiques) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001 relatif aux engrais organiques).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

7.5. -Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

7.6. - Tracabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et support de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- nom du transporteur ;
- quantité en tonnes.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- les informations définies ci-dessus ;
- les originaux des bons d'enlèvement ;
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées.

De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

7.7 – Délais de mise en service :

L'unité de compostage sera mise en service dès la mise en service de la centrifugeuse en tête de la station de traitement.

ARTICLE 8 : MEILLEURS TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 10 – INSERTION PAYSAGERE

Les écrans de verdure existants et permettant de limiter l'impact visuel de l'installation seront maintenus aux abords des bâtiments d'élevage et des annexes.

ARTICLE 11 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU FORAGE EXISTANT

Le forage existant sur la parcelle ZO N° 70 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- l'installation sera munie d'un dispositif de comptage ;
- une surface entretenue autour du forage, de l'ordre de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers, ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 12 - RESORPTION

La résorption prise en compte pour l'exploitation est de :

- 6230 unités d'azote par alimentation biphasé ;
- 14915 unités d'azote par traitement ;
- 1097 unités d'azote par compostage ;
- 3855 unités d'azote par exportation.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS COMMUNES

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 - PUBLICATION

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de Canihuel pour y être consulté,
- affichée à la mairie de Canihuel pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 15 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente.

ARTICLE 16 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Canihuel et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que pour information, aux maires de Corlay, du Haut-Corlay, de Plussulien, de Saint-Gilles-Pligeaux, de Saint-Nicolas-Du-Pélém et de Pleumeur-Gautier.

Saint-Brieuc, le 28 AOUT 2013

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Gérard Derouin